

# L'ÉDITO

Frédéric Soumois

## ALCOOL : UN TABOU MORTEL DOIT TOMBER ENFIN !

**L**a Belgique va lancer une formation spéciale pour ses généralistes afin de mieux combattre les ravages de l'abus d'alcool. Tant mieux : c'est la première ligne des spécialistes de la santé, un penchant pour la

bouteille ne peut leur échapper longtemps, tant l'éthanol ronge rapidement l'organisme. Une excellente initiative.

Mais elle ne peut servir d'alibi à l'inaction des autorités qui font preuve d'un aveuglement coupable face à la place que notre société offre à l'alcool. On accable individuellement le conducteur assassin, le mari violent, la mère absente, l'égorgeur de bar imbibé sous prétexte de leur responsabilité, mais on fait semblant hypocritement que l'offre d'un produit n'a pas d'influence sur sa consommation. On met en prison le petit dealer de drogues dites « illégales », mais on couvre les murs d'affiches géantes qui promettent un « deuxième bac gratuit » à l'occasion de fêtes sportives. On associe réussite sportive, sexuelle et consommation d'alcool fort, on organise moult voyages pour étudiants pour « décompresser » à coup de binge drinking. A quand la cannabis league de foot et le festival pop « Cocaïne

**On fait semblant hypocritement que l'offre d'un produit n'a pas d'influence sur sa consommation**

Land » ? Et on couvre le tout d'un voile pudique. En enfreignant les lois et autres « accords de sec-

teur » qui sont autant de pièges à c...

Retirons ce voile. Sachons voir le million de Belges qui ne peut

plus attendre midi avant d'en boire « un petit ». Ou deux, ou trois. Allez, encore un avant la route.

Ramassons le verre brisé sur la route. Et les vies fracassées à cause d'un tabou honteux qui laisse la société belge quasi sans défense. Même si le cynique finissait par admettre que ces morts-là valent bien la montagne d'or payée par les prisonniers de l'alcool, sachons voir les chiffres en face : en Belgique, le cannabis n'est utilisé que par 5 % de la population et les drogues illégales par moins de 1 %. Mais 14 % des citoyens sont consommateurs quotidiens d'alcool et un million a une « tendance à une consommation excessive ».

Bien au-delà des accises collectées, l'alcool entraîne un coût social très élevé, au moins à 2 milliards d'euros ou 45 % des coûts de toutes les drogues. En soins de santé, mais aussi en perte de productivité, accidents de la route et criminalité. Le gouvernement a indirectement financé la recherche qui l'a établi. Qu'il sache en tirer les leçons. L'abandon du plan alcool du gouvernement Di Rupo fut une honte, une retraite scandaleuse face au lobby de l'alcool. L'absence de tout plan du gouvernement de Charles Michel est révélatrice d'une lâcheté sans limite. Mais sans doute verra-t-on à nouveau une génération d'anciens ministres siéger chez les grands groupes alcooliers ? Allez, santé !